

DE LA PART DE GEORGES SEFERIS

Pour publication

Il y a longtemps que j'ai résolu de me tenir hors des affaires de politique intérieure de notre pays. Cela - j'ai essayé naguère de l'expliquer - ne signifiait pas du tout que notre vie politique m'était indifférente.

Ainsi, depuis ce temps là jusqu'à ces jours-ci, j'ai cessé de toucher, en règle générale, à de pareils sujets. D'ailleurs les textes que j'ai publiés jusqu'au début de l'année 1967, ainsi que mon attitude subséquente (je me suis strictement abstenu de publier en Grèce à partir du moment que la liberté a été baillonnée) montraient assez nettement me semble-t-il quelle était ma pensée.

Cependant, depuis quelque temps, je sens en moi et autour de moi, de plus en plus impératif, le devoir de dire deux mots sur notre situation intérieure. Voici, en termes aussi brefs que possible, ce que j'aurais dit :

Deux ans seront bientôt écoulés depuis qu'il nous a été imposé un régime qui est le contrepiéd des idéaux pour lesquels notre monde, et, si magnifiquement notre peuple, ont lutté dans la dernière guerre mondiale.

C'est un état de somnolence obligatoire, où toutes les valeurs spirituelles que nous avons pu, avec peines et douleurs, maintenir vivantes, risquent de sombrer dans de paludéennes eaux stagnantes. Très probablement de tels dégâts ne passent pas beaucoup sur la conscience de certaines personnes. Je le comprends sans difficulté. Mais il ne s'agit pas seulement de ce danger.

L'expérience l'a enseigné et tout le monde enfin l'a appris que, dans les régimes dictatoriaux, le commencement peut sembler aisé, mais la tragédie attend à la fin, inexorable. Consciemment ou inconsciemment, le drame de cette fin nous tourmente comme les anciens choeurs d'Eschyle. Autant l'anomalie demeure, autant le mal va.

Je suis un homme sans absolument aucun lien politique et, je peux le dire, je parle sans passion et sans peur. Je vois devant moi le précipice où nous conduit l'oppression qui a couvert le pays. Cette anomalie doit cesser. C'est un impératif national.

Maintenant je reviens à mon silence. Veuillez Dieu ne pas me mettre de nouveau dans pareille nécessité de reprendre la parole.

Athènes, Vendredi 28 mars 1969